



PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Service de la coordination des politiques
interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
Société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE
Communes d'ESTREES-MONS et MONCHY-
LAGACHE

A R R Ê T É du 23 JAN. 2019

La Préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R.512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 actualisant la situation administrative de l'unité de production de légumes en conserve et surgelée située au 30, Chaussée Brunehaut sur le territoire des communes d'ESTREES-MONS et de MONCHY-LAGACHE et autorisant l'extension des capacités de stockage de surgelés par la construction d'une chambre froide ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu la demande présentée le 26 novembre 2018 par la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE dont le siège social est situé rue Nicolas Appert, BP 30 173, 59 653 VILLENEUVE D'ASCQ, consistant en la mise en place d'un rideau d'eau pour améliorer la protection incendie, de zones de mise en station d'échelle pour les services secours et l'actualisation du Plan d'Organisation Interne suite à la demande d'enregistrement d'AOPLI ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la demande présentée le 13 juin 2018 par l'Association d'Organisation de Producteurs de légumes d'Industrie (AOPLI) dont le siège social est situé 37 Chaussée Brunehaut, 80 200 ESTREES-MONS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de préparation pour haricots verts, 37 Chaussée Brunehaut, sur le territoire de la commune d'ESTREES-MONS ;

Vu les avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme du 25 septembre 2018 et du 9 octobre 2018 sur la demande d'enregistrement de l'Association d'Organisation de Producteurs de légumes d'Industrie (AOPLI) ;

Vu le rapport du 3 janvier 2019 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 10 janvier 2019 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'accord de l'exploitant sur ce projet en date du 21 janvier 2018 ;

Considérant que les modifications apportées par l'exploitant à ses installations sont à considérer comme non substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, étant donné qu'il ne conduit pas à la création d'une nouvelle rubrique soumise à autorisation ou à enregistrement, qu'il n'y a pas d'évolution du classement du site, notamment sous les seuils des directives IED et SEVESO), qu'il ne conduit pas à une augmentation de la capacité de production de l'usine, à une extension géographique des installations, ni à de nouveaux dangers ou nuisances d'une nature différente du projet initial ou à leur accroissement ;

Considérant que la demande, exprimée par l'Association d'Organisation de Producteurs de légumes d'Industrie (AOPLI), d'aménagement de prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, nécessite la mise en place de mesures pour la protection incendie sur le site de BONDUELLE.

Considérant que l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2019 réglementant les activités de l'Association d'Organisation de Producteurs de légumes d'Industrie (AOPLI), intègre les mesures pour la protection incendie sur le site de BONDUELLE ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L.181-14 et l'article L.181-45 du code de l'environnement, de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par l'exploitation des installations ;

Considérant que, conformément à l'article R181-45 du code de l'environnement, la consultation du CODERST est facultative, et que de ce fait il n'a pas été consulté ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE dont le siège social est situé rue Nicolas Appert, BP 30 173, 59 653 VILLENEUVE D'ASCQ est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, en complément de celle prescrites par l'arrêté préfectoral du 14 février 2011, pour l'exploitation des installations situées au 30, Chaussée Brunehaut sur le territoire des communes d'ESTREES-MONS et de MONCHY-LAGACHE.

Article 1.1.2. COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 restent en vigueur tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Article 1.2.1. Mise en station des échelles

Deux zones de mise en station des échelles aériennes sont mises en œuvre sur la façade :

- Nord, pour partie sur l'emprise de BONDUELLE et d'AOPLI ;
- Sud du bâtiment BONDUELLE.

Les caractéristiques suivantes sont respectées :

- ✓ la largeur utile est au minimum de 7 m, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 m, la pente au maximum de 10 % ;
- ✓ l'aire est matérialisée au sol ;
- ✓ aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'aire ;
- ✓ la distance par rapport à la façade est de 1 m minimum et 8 m maximum ;
- ✓ elle est maintenue en permanence libre, accessible et entretenue ;
- ✓ La force portante est calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et l'aire présente une résistance au poinçonnement minimale de 88N/cm².

Le plan des installations est repris en ANNEXE 1.

Article 1.2.2. Moyens de lutte contre l'incendie

Afin de renforcer la résistance au feu des parois adjacentes au bâtiment AOPLI, une mesure de protection de type rideau d'eau est mise en place sur la base du référentiel APSAD R1.

Le nombre de rampes, le nombre de buses de pulvérisation par rampe, ainsi que le débit d'eau minimum à satisfaire par rampe sont définis dans le tableau suivant :

	Hauteur de paroi à protéger	Nombre de rampes nécessaires	Longueur de la paroi à protéger	Débit d'eau minimum par rampe	Nombre de buses par rampe nécessaires
Batiment BONDUELLE	11 m	3	66 m	660 L / min	27

3 rampes de 27 pulvérisateurs de 25L/min, soit un débit minimum de 2025 L/min (121,5 m³ /h).

Les pulvérisateurs à jets demi-sphérique sont installés sur un axe horizontal dirigé vers la paroi.

L'exploitant est en mesure de démontrer que le système mis en place est efficace et en bon état de fonctionnement à tout moment.

Le plan d'identification des zones couvertes et des parois à protéger par le système de type rideau d'eau est repris en ANNEXE 2.

Article 1.2.3. Plan d'Organisation Interne

L'exploitant intègre les activités d'AOPLI dans le plan d'organisation interne (POI). Ce POI commun aux deux sites est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

TITRE 2 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 2.1.1. Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie des communes d'Estrées-Mons, Monchy-Lagache et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie des communes d'Estrées-Mons et Monchy-Lagache pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires des communes d'Estrées-Mons, Monchy-Lagache et transmis à la préfecture ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

Article 3.1.3. Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, le cas échéant par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés par le code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

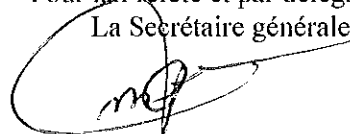
La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.1.4. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et de MONTDIDIER, les maires des communes d'Estrées-Mons, Monchy-Lagache, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE.

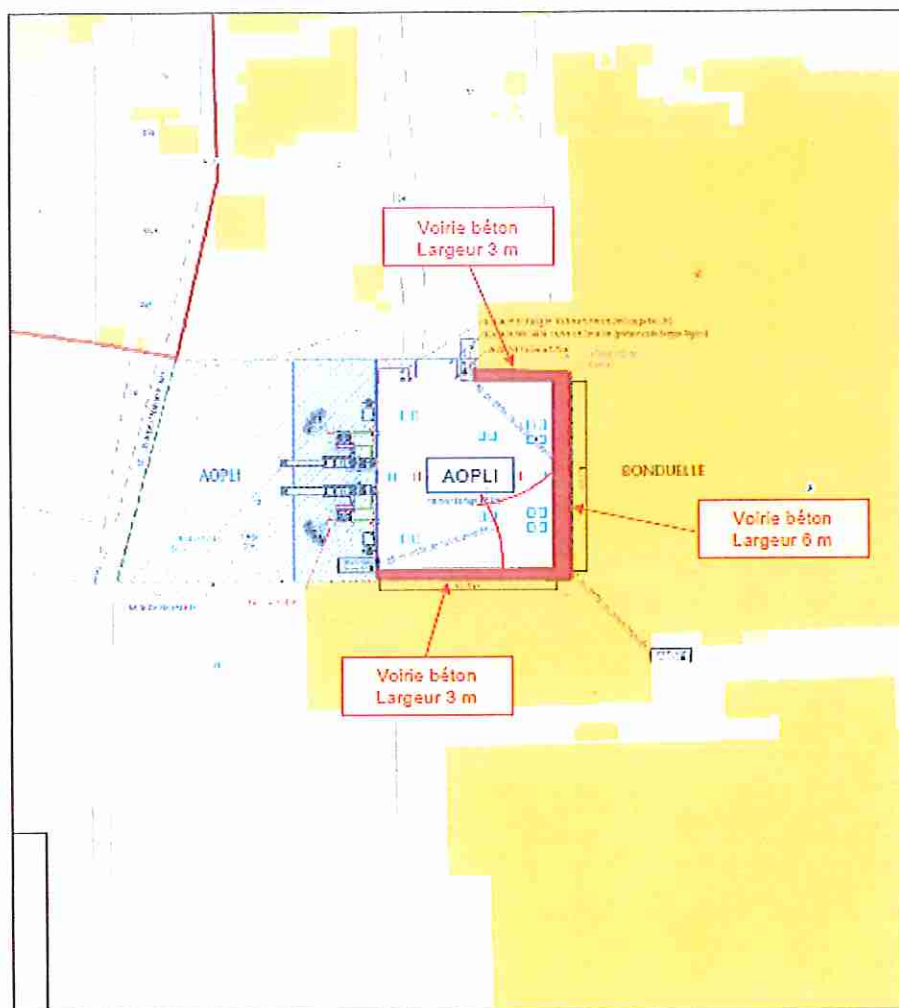
Amiens, le 23 JAN. 2019

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire générale



Myriam GARCIA

ANNEXE 1 : IMPLANTATION DES INSTALLATIONS



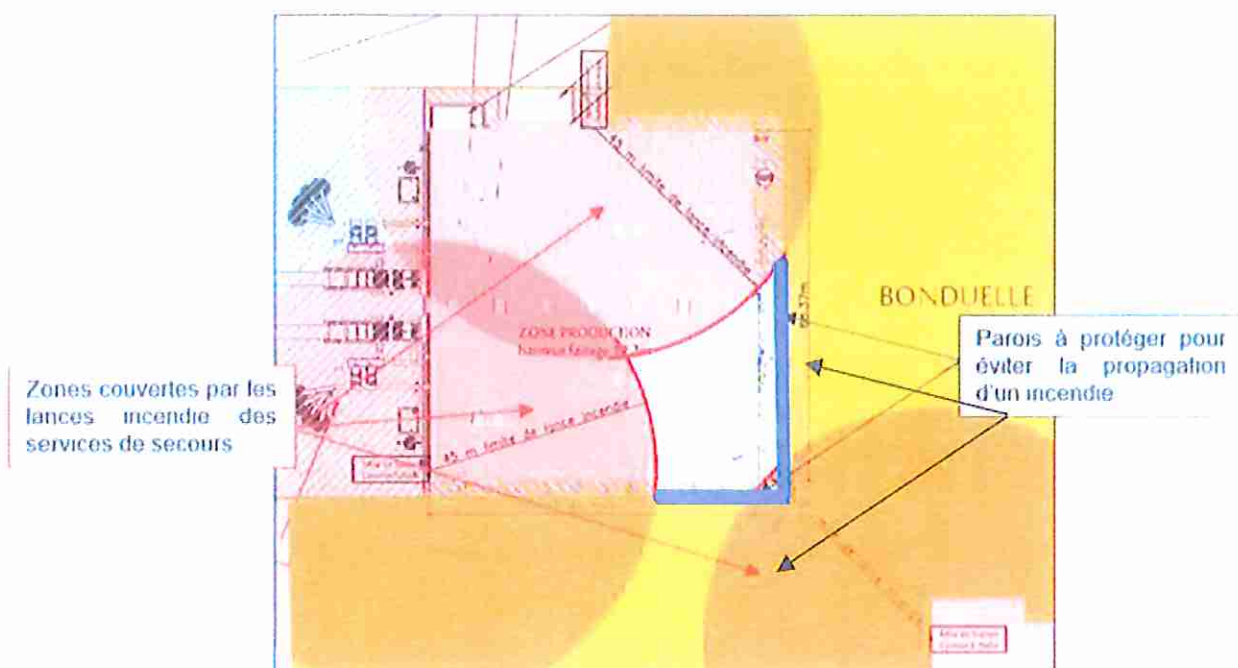
VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 23 JAN. 2019

Pour la préfète et par délégation,

La secrétaire générale,

Myriam GARCIA

ANNEXE 2 : Identification des zones couvertes et parois à protéger



VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **23 JAN. 2019**

Pour la préfète et par délégation,

La secrétaire générale,

Myriam GARCIA